

CIBLE

Euro ?

Bravo l'euro ? Dites plutôt : zéro, l'euro !

Ces hautes considérations nous sont inspirées par la campagne de promotion de l'euro diffusée à la télévision. C'est vraiment de l'argent jeté par les fenêtres : des acteurs qu'on force à jouer les imbéciles, qui débitent des messages sans contenu à l'intention des débilés que nous sommes.

Si les conseillers en communication du ministère des finances croient qu'ils vont nous convaincre par de tels procédés de compter en euros, ils se mettent le doigt dans l'œil. Commencement de preuve ? L'utilisation des chèquiers en euros, possible depuis 1999, et qui donne des résultats dérisoires : ils représentent entre 1 % et 1,5 % des chèques bancaires utilisés !

Déductions ? Si le battage médiatique avait de l'écho, les taux d'utilisation des chèquiers en euros serait déjà considérables. Si les Français étaient passionnés par l'organisation monétaire européenne, ils utiliseraient massivement les moyens de paiement en euro. Tel n'est pas le cas. Le désintérêt est flagrant, et le fameux « passage à l'euro » est ressenti par la quasi totalité de la population comme une contrainte sans nécessité. S'affranchir de cette fausse contrainte est un acte salutaire.

ULTRA-LIBÉRALISME

Français en révolte

Jordanie

**Monarchie
et honneur**

p. 6/7

Biographie

**La flamme
de Pascal**

p.9

Une lettre de François Broche, et notre réponse

Nous avons pour règle habituelle de ne pas répondre aux lettres que nous publions. Nous ferons une exception pour celle reçue de François Broche, non parce qu'il nous critique sottement, mais en raison des accusations infamantes qu'il porte contre le défunt comte de Paris. La critique du livre de François Broche était parue dans *Royaliste* n° 768.

Lettre de François Broche
à Annette Delranck

Mademoiselle (ou Madame),

Je bénéficie depuis quelque temps d'un service du bulletin intitulé « *Royaliste* », pour une raison qui m'échappe, car j'ai peu d'affinités avec cette étiquette et la doctrine qu'elle recouvre. Du moins ai-je eu, avant mon attachée de presse, la primeur de votre « critique » - si l'on peut dire.

Je comprends votre courroux, bien que l'attachement d'une collaboratrice d'un organe qui se veut de gauche à un homme qui, la vieillesse venant, s'était montré largement infidèle à sa jeunesse de « prince rouge », m'étonne un peu. J'ai sans doute tort, en l'occurrence, d'essayer de mettre de la logique là où, par définition, il ne peut pas y en avoir ! Mais venons-en au fond. Il est évidemment plus facile de faire la ironie - surtout de bas étage - sur un auteur que de fournir des réponses sérieuses et convaincantes aux questions que pose

son livre. Je ne perdrai évidemment pas mon temps à répondre à vos ragots, à vos malveillances, à vos propos diffamatoires, pour reprendre une terminologie qui semble vous être familière. J'aurais simplement aimé avoir votre réponse à quelques questions que pose mon livre :

- le comte de Paris a-t-il pris immédiatement parti pour la Révolution nationale ?
- le comte de Paris a-t-il offert ses services à l'Allemagne nazie ?
- le comte de Paris a-t-il voulu succéder au maréchal Pétain ?
- le comte de Paris s'est-il mis dans la situation de se voir offrir un poste ministériel par Laval ?
- le comte de Paris a-t-il tenté de faire croire aux Américains que le prince Napoléon pouvait avoir partie liée avec Hitler ?
- le comte de Paris a-t-il ordonné l'assassinat de Darlan dans le but de prendre le pouvoir à Alger ?
- le comte de Paris était-il prêt à tout pour restaurer la

monarchie à son profit ? Oui ou non ?

Je vous laisse à vos pieuses rêveries et vous remercie d'avoir consacré à mon portrait une pleine page de votre bulletin, ce qui me vaudra, j'en suis sûr, quelques lecteurs supplémentaires. Certains auront peut-être envie de regarder la vérité en face, pour une fois.

Avec mes meilleurs sentiments

François Broche

Réponse
d'Annette Delranck

Monsieur,

Votre lettre justifie mon courroux, car elle montre que vous jugez sans vous informer.

Si vous ne vous contentiez pas de la rumeur parisienne, vous sauriez que nous avons toujours refusé qu'on nous classe « à gauche ». Nos textes théoriques, nos prises de position et nos polémiques sont, sur ce point, surabondants.

Si vous aviez pris le temps d'étudier les derniers messages du comte de Paris, vous n'oseriez pas écrire qu'il fut, dans sa vieillesse, infidèle à son souci initial de justice sociale.

Quant aux questions infamantes que vous posez, je vais y répondre. Sans doute trop brièvement. Mais nous tenons à la disposition de tous les références et les documents sur lesquels je m'appuie.

NON, Le comte de Paris n'a pas pris parti « immédiatement » pour la Révolution nationale. Le premier texte du prince (22 août 1940) est un appel à la résistance armée. Les directives données à ses représentants étaient très claires : éviter de s'engager avec

Vichy, prendre contact avec les mouvements de résistance.

NON, le comte de Paris n'a pas « offert ses services à l'Allemagne nazie ». Cette vieille diffamation est fondée sur le rapport adressé à Berlin par le consul d'Allemagne au Maroc, évoquant une conversation qui ne saurait être interprétée comme le ralliement à Hitler de l'homme qui se rend à Alger en 1942 pour participer à la lutte contre l'Allemagne.

NON, le comte de Paris n'a pas voulu « succéder » au Maréchal Pétain. Encore une fois, c'est dans l'Algérie libérée qu'il a mené son action politique, et non pas en France occupée. C'est à Alger qu'il a voulu exercer le pouvoir selon la légalité républicaine, et non pas à Vichy, où Pétain, Laval et les autres exerçaient leur dictature.

NON, le comte de Paris n'a pas fait assassiner Darlan. Mais Roger Pannequin, qui combattait alors dans les rangs FTP du Nord, a dit lui-même au prince que la nouvelle de cette exécution, qu'on attribuait déjà au comte de Paris, lui avait valu sa sympathie et celle de ses camarades. Il est incohérent d'accuser le prince d'avoir voulu entrer dans la Collaboration, ce qui est démenti par ses actes publics, ET d'avoir ordonné l'exécution d'un traître.

NON, le comte de Paris n'était pas « prêt à tout » pour restaurer la monarchie. Au contraire, on peut lui reprocher sans doute trop de scrupules, ou trop d'hésitations : c'est là un débat sérieux, qui doit se dérouler entre personnes de bonne foi.

Nous ne saurions vous y convier.

Annette Delranck

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE - LITTAIRIE - RENOUVEAU

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Jospin en agonie - AOM - p.4 : La colère des silencieux - Une cuillère dans l'océan - p.5 : L'Amérique latine sur la défensive - p.6/7 : La monarchie contre l'honneur - p.8 : Au cœur de la nuit la plus noire - p.9 : La flamme de Pascal - p.10 : Récits noirs - Les patriotes - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Lajuste révolte.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Jospin en agonie

Léthargique depuis l'été dernier, très affecté par les résultats des municipales, Lionel Jospin est entré, le 17 avril dernier, en agonie. Elle promet d'être longue et douloureuse.

Voilà. C'est fait. Ou plutôt, il est fait. Fait aux pattes, comme on disait autrefois. Rattrapé par son passé, comme on dit dans la presse à sensation. Et surtout, pris à ses propres pièges, prisonnier de contradictions qui vont le détruire lentement, inexorablement.

Nous avons durement combattu Lionel Jospin. Puis nous avons rappelé, voici quelques mois déjà, que nous ne tirions pas sur les ambulances. Voici les infirmiers qui s'affairent, et le brancard qui passe. Nous avions dit, aussi, que nous n'accuserions pas le Premier ministre lorsque viendrait le temps de la décroissance, puisque nous avons soutenu que la croissance de l'économie ne pouvait pas être portée à son crédit.

Fermures d'usines, licenciements massifs : la tempête américaine souffle sur l'Europe et touche la France. Lionel Jospin n'est effectivement pour rien dans les drames sociaux qui ont éclaté chez Danone, Marks & Spencer, AOM, Philips : quand on laisse faire, on garde les mains pures. La responsabilité du Premier ministre n'est pas partielle, locale, circonstancielle, mais générale : il est responsable, et coupable, d'avoir renoncé, par choix délibéré, à l'ensemble de ses responsabilités politiques.

Précisément, cela signifie que Lionel Jospin a refusé de répondre devant le pays de la

mise en oeuvre de la justice sociale - seule fin assignable à l'exercice du pouvoir. Or l'homme, même l'homme moderne, modernisé, ou post-moderne, ne cesse d'avoir soif de justice. Il faudra donc que le Premier ministre rende des comptes sur ce point capital, explique ses mensonges, et ses reniements.

On peut même dire cela dans les termes abjects de l'ultralibéralisme : grosse demande de justice, pas d'offre. Donc énorme colère face à la pénurie, et face à toutes les pénuries, toutes les misères, toutes les infamies.

D'où ce premier piège : Lionel Jospin va payer, pour tout le mal qu'il a fait, et même pour le mal qu'il n'a pas fait. Preuve en est les insultes qu'il a reçues lorsqu'il est venu se rendre compte des inondations dans la Somme. *Vous nous prenez pour des imbéciles*, lui a lancé une dame. Ce jour-là, non. Mais cela fait quatre ans qu'il nous prend, en effet, pour des idiots. D'où un deuxième piège. Il s'était attribué tout le bénéfice des créations d'emplois, qui a été psychologiquement effacé par la brutalité de la première vague de licenciements, et on portera à son discrédit toutes les suppressions d'emploi qui vont être décidées dans les prochaines semaines.

Il y a aussi les pièges multiples qui résultent de l'adhésion jospiniste à l'orthodoxie budgétaire : cette politique

imbécile va soulever de nouvelles vagues de révolte - à commencer par celle des fonctionnaires. Lionel Jospin s'est lié les mains. De plus, il est entouré d'incapables, à commencer par Elisabeth Guigou, qui promet d'être aussi mauvaise aux Affaires sociales qu'à la Justice. Première preuve : la loi sur les personnes âgées dépendantes, honteusement bâclée.

Ajoutons l'imprévisible (les dégâts des affaires), le prévisible (les réactions de divers groupes nationalistes corses), et quelques aléas : désormais incapable d'agir et de réagir, comme en témoigne sa pitoyable prestation du 17 avril, Lionel Jospin est condamné à subir les événements pendant d'interminables mois, en donnant des gages à tout le monde comme en témoigne le report de la privatisation de Gaz de France et le retrait des textes de loi sur la bioéthique.

Ceci avant de tenter de jouer son va-tout en quelques semaines. On devine qu'il nous fera le chantage au retour de la droite, en escomptant que les jospiniens seront moins touchés par les affaires que les chiraquiens. Le tout camouflé par des discours soigneusement balancés, sur le modèle de son homélie brésilienne, consacrée à la mondialisation humanisée. Bavardage insipide, puisque ceux qui passent des compromis avec les systèmes destructeurs finissent par être eux-mêmes broyés. C'est ce qui arrive à Lionel Jospin. Il n'y a plus qu'à le regarder tomber.

Yves LANDEVENNEC

AOM

Menacé par des licenciements massifs à la suite d'une réduction drastique de l'activité de leurs compagnies, les salariés d'AOM et d'Air Liberté, victimes des privatisations et de la logique meurtrière qui s'ensuit, sont descendus dans la rue.

Plus précisément rue Pierre-Ier-de-Serbie, siège du Medef, dirigé par le sémillant Ernest-Antoine Seillière. Faux baron à la ville, le chef du parti des patrons n'est pas un entrepreneur mais un financier, connu pour être un prédateur vorace et qui se révèle aujourd'hui comme un vrai tueur d'emploi et comme un véritable fossoyeur de firmes industrielles.

De fait, l'homme dirige deux sociétés financières : la CGIP, et Marine-Wendel qui détient 50,1 % du capital de l'ensemble constitué par AOM-Air Liberté-Air Littoral, le groupe suisse SAirGroup détenant quant à lui 49,9 % du capital et assurant la direction effective du groupe aéronautique.

Or le groupe suisse est dans une situation financière désastreuse, et M. Seillière, qui adore donner des leçons de rigueur gestionnaire aux « colbertistes », décline toute responsabilité quant à la situation d'AOM-Air Liberté, et refuse tout apport financier. Autrement dit, il laisse froide-ment tomber trois compagnies aériennes et l'ensemble de leurs salariés.

De l'homme qui a fait du Medef un parti de droite maximaliste, on pouvait s'attendre à une attitude anti-sociale. On vérifie aujourd'hui qu'il se moque aussi des entreprises et des entrepreneurs. Il est urgent que les vrais patrons qui adhèrent au Medef se débarrassent au plus vite de ce voyou en col blanc.

Sylvie FERNOY

La colère des silencieux

Les cadres souffrent, comme les autres salariés, de leurs conditions de travail et de vie. Et les 35 heures n'y ont rien changé : au lieu d'être surexploité au bureau, on est écrasé de travail chez soi, grâce au téléphone et à l'ordinateur portables. Les cadres souffrent en silence, mais ils vont se révolter.

Voici plusieurs années que les cadres ne parlent plus - ou très peu. C'est à se demander si la Confédération Générale des Cadres existe encore ! Dans le débat sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, d'une grande importance pour les cadres, ce sont les délégués de la CGT et de Force Ouvrière, voire de la CFTC, qui ont parlé les plus forts au nom de l'encadrement.

Pourtant, dans la pratique, la durée hebdomadaire du travail du cadre dépasse largement les 50 heures. L'informatique portable permet le travail à domicile en soirée et en fin de semaine. Grâce à cette merveille de la technologie de l'information, le cadre est placé hors de l'espace (celui de son bureau) et hors du temps - celui de la durée légale de travail. Il reste seul, devant un impératif catégorique : remplir les tâches qui lui sont confiées, atteindre les objectifs qui lui sont fixés. A tous égards, le cadre doit « performer ». Bien sûr il est relativement bien payé... s'il réussit.

Tel est le tableau général, qui paraît sans ombres : si le cadre se tait, c'est qu'il est satisfait ! Pourtant à chaque (rare) enquête conduite sur le moral des cadres, c'est un résultat alarmant qui est donné. Dans une forte ma-

rité, ils connaissent un état grandissant de démotivation et d'inquiétude face aux évolutions des entreprises. Le stress gagne du terrain et devient une des principales maladies professionnelles.

Pourquoi cette contradiction ?

Lorsqu'on applique ses préceptes aux entreprises, l'ultralibéralisme a pour conséquence essentielle d'exacerber la problématique concurrentielle. Ouvrir de nouveaux marchés par la dérégulation et la déréglementation, c'est offrir de vastes perspectives de conquête ; c'est aussi ouvrir la porte à de nouvelles menaces. L'agresseur qui devient toujours plus gros et qui veut aller toujours plus loin peut lui-même être agressé : telle est la règle du nouveau marché. L'équilibre recherché à chaque moment entre la croissance et le maintien de la « profitabilité », entre la conquête ou la sauvegarde des parts de marché, place les cadres dans un état de tension extrême.

Telle est la principale raison du silence des cadres : l'ultralibéralisme, c'est la guerre. Les cadres sont de bons soldats qui, comme dans toutes armées, doivent se taire. Mais les bons soldats aiment la paix. Ce qui annonce les révoltes à venir.

François ENNAT

Une cuillère dans l'océan

Faut-il s'acharner à « vider l'océan du chômage avec la petite cuillère de l'insertion ? ». Telle est la question posée par l'animateur d'une importante association de la région nantaise. Sa réponse constitue un réquisitoire.

L'association se nomme *Insertion 44*. Comme son nom l'indique, elle est vouée à la promotion de l'insertion des personnes privées d'emploi auprès des entreprises. Co-présidée par le préfet de Loire-Atlantique et par le président du Conseil général, cette association était dirigée depuis 1998 par Guillaume Kopp, figure très connue dans le milieu associatif parisien et nantais. Sa tâche, manifestement, le passionnait. Or il a démissionné, en publiant les motifs de sa décision (1).

Tout en saluant le dévouement au bien public de nombreux partenaires de l'association - notamment les élus locaux - Guillaume Kopp dénonce les attitudes méprisantes de certains d'entre eux : « N'ai-je pas entendu des responsables parler de « fonds de cuve » ou de « noyau dur » (à propos des personnes dont ils ont la charge). Et d'autres évoquer les jeunes Trace (Trajet d'Accès à l'Emploi) comme on parle de linge sale. La délinquance n'est pas toujours là où on le croit... »

Il a aussi le moralisme. « En Commission Locale d'Insertion, écrit Guillaume Kopp, des professionnels portent sur leurs « publics » des jugements moraux à huis clos. Jugements qu'ils n'accepteraient pas pour eux-mêmes. Ne seront aidés que les « bons pauvres », ceux qui acceptent de se satisfaire d'un revenu de survie, de se plier à l'injonction de travailler dans

les conditions du tiers-monde et qui font preuve « d'autonomie et de responsabilité » sans perspectives crédibles pour l'emploi de droit commun. Ce regard moralisant, ce discours infantilisant, cette insistance sur les travers et non sur les atouts dévalorisent lesdits « publics ».

D'où ce constat : « L'insertion consiste à rendre acceptable la régression sociale pour des millions de Français ». Or des syndicalistes reconvertis et des « hommes de gauche » reconvertis dans l'insertion sont devenus des gestionnaires de la précarité, qui acceptent de vivre cette dérive, mais aussi d'en vivre. C'est ce que ne pouvait supporter Guillaume Kopp : « Quand, plus tard, mes enfants me demanderont : qu'as-tu fait lorsque la solidarité nationale était en péril ? Je ne veux pas avoir à leur répondre : j'ai collaboré aux forces qui ont contribué à la détruire. Non, en quittant l'insertion, je veux résister à cette défaite sociale, qui est aussi une défaite morale et politique ».

L'article, qu'il faudrait citer en entier, a fait scandale. A tort. On doit toujours écouter ceux qui mettent les pieds dans le plat. Cela évite de prendre des coups sur la figure.

Maria DA SILVA

(1) J.D.I. (Le Journal Départemental de l'Insertion), n° 6, janvier-février 2001. Dossier sur la mondialisation avec des contributions de Gérard Filoche et de Henri Guaino, notamment.

L'Amérique latine sur la défensive

Le sommet des Amériques du 20 au 22 avril à Québec a permis au président Bush d'affirmer sa première priorité : l'hégémonie sur les deux hémisphères. Les résistances à son projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) sont fortes mais en ordre dispersé.

Ottawa avait fait à Québec ce cadeau empoisonné d'accueillir le sommet des Amériques avec pour seul rôle d'en assurer la sécurité par une militarisation sans précédent par crainte d'un nouveau Seattle, mais sans aucune participation effective du gouvernement de la belle province aux délibérations de fond. C'est le type d'humiliation que l'on réservait à ceux qui payaient tribut à l'Empereur. C'est en même temps une forme d'exemple pour les autres peuples. Peu à peu, tous les États d'Amérique latine suivront celui du Québec à la faveur du libre-échange généralisé. Ils seront mis en posture de tributaires, résistants sans pouvoir l'être vraiment, ayant lâché la proie pour l'ombre.

Le tableau d'ensemble n'est vraiment pas engageant. Passons sur la zone tampon des pays andins qui ne savent plus à quel saint se vouer d'élection en élection, de guerre latente en guerre ouverte. Mais la partie la plus responsable du continent avait compris il y a dix ans la nécessité de s'organiser : le Mercosur (1) était né, dominé par le couple Brésil-Argentine, un peu à la manière dont l'Union européenne l'avait été par le couple franco-allemand. Le Chili jouait bientôt par rapport à lui le rôle de l'Angleterre par rapport au marché commun. L'Europe a d'ailleurs très tôt appuyé la nouvelle organisa-

tion qui se voulait autre chose qu'une zone de libre-échange : une union douanière et bien plus encore. Las ! Le Brésil a recouru l'an dernier au flottement de sa monnaie qui a perdu 40 % de sa valeur. Pendant ce temps l'Argentine avait lié le sort de la sienne au dollar. Elle était victime de la revalorisation de celui-ci. Du coup, faute de pouvoir dévaluer, ce qui aurait relancé son mal le plus pernicieux, l'inflation à plusieurs chiffres, Buenos-Aires a préféré utiliser l'arme tarifaire. Même provisoire, la déchirure du Mercosur intervenait au pire moment pour le bloc sud-américain à la veille du sommet pan-américain. Il n'y avait plus d'alternative crédible au projet États-Unis de zone de libre-échange des Amériques, étendant en fait à l'ensemble du continent l'accord (ALENA) liant le Canada et le Mexique aux États-Unis.

Le Brésil et l'Argentine sont bien conscients des dangers, mais quelque envie qu'ils en aient, ils ne sont pas en mesure de présenter un front uni. Chacun dit non de son côté, mais aucun n'a les moyens de sa politique. Le front du refus est laissé à la merci d'aventuriers comme le président vénézuélien, l'ex-général rebelle Hugo Chavez, candidat à la succession de Simon Bolívar et plus concrètement de Fidel Castro, ou de marginaux volontaires comme le sous-commandant Marcos,

ou de populistes métis comme au Pérou. La revendication d'identité véhiculée par les Indiens n'est pas négligeable. Elle ne fait simplement pas le poids. La preuve, ces pays sont en passe de dollarisation officielle. L'Équateur et le Salvador ont ouvert la marche. Les souverainistes québécois avaient compris assez vite qu'il leur fallait s'appuyer sur un projet économique crédible. A l'autre extrémité du continent, le Mercosur fut cette tentative. Les manœuvres nord-américaines semblent en avoir eu raison.

Le nouveau ministre des finances argentin a fait sensation en décidant de lier le peso non plus seulement au dollar mais à l'euro à raison de moitié-moitié. Le geste ne manque pas de panache. C'est l'une des idées qui pouvaient légitimer une monnaie européenne, pour autant que les autorités monétaires européennes le souhaitent et s'en donnent effectivement les moyens. Ceci reste à vérifier. On imagine en effet volontiers la réaction américaine si l'euro devenait le dernier môle de résistance dans le monde face au libre-échange généralisé.

Au Brésil, les élections auront lieu l'an prochain. Si le Parti des Travailleurs qui a déjà emporté la mairie de Sao Paulo, devait gagner nationalement, pourrait-on imaginer un retour en force de l'alliance argentine, du Mercosur et en dernière analyse de l'Europe, pour annuler les résolutions de Québec ? La perspective est suffisamment engageante pour qu'on s'y intéresse de plus près.

Yves LA MARCK

(1) Mercosur (Mercado Comun del Sur) Marché commun du sud de l'Amérique latine, créé en 1991.

♦ JAPON - L'annonce, faite par l'agence de la Maison impériale, de la probable grossesse de la princesse Masako a calmé certaines inquiétudes quand à l'avenir de la dynastie. Le prince héritier Naruhito et son épouse (âgée de 38 ans) sont en effet mariés depuis près de huit ans et n'ont toujours pas eu d'enfant. Le prince Akishino, frère cadet du prince héritier, lui n'a que deux filles et, selon la loi impériale japonaise, seul un garçon peut devenir empereur. Des recommandations pressantes ont été faites aux médias pour qu'ils laissent la princesse en paix. En effet, il y a un an, la fausse couche de la princesse Masako avait été attribuée au stress causé par la pression médiatique.

♦ GRANDE BRETAGNE - C'est en privé, au château de Windsor, que la reine Elisabeth II a choisi de fêter son 75^e anniversaire. En dépit de la tempête médiatique causée par les déclarations de sa belle-fille la comtesse de Wessex et des attaques de certains membres du parti travailliste, deux sondages différents (*Teletext* et *Channel 4*) montrent que les Britanniques restent profondément attachés à l'institution monarchique puisque 79 % d'entre eux se déclarent opposés à l'instauration d'une république.

♦ ITALIE - Les monarchistes seront présents aux prochaines élections municipales. A Turin, le secrétaire provincial d'Alleanza Monarchica se présente sur la liste « Nous avec Turin » et à Naples, Alleanza Monarchica, alliée avec d'autres royalistes, présente une liste intitulée « Alliance monarchique populaire ». Voir le site d'Alleanza Monarchica : <http://www.geocities.com/anitaly/index.html>.

♦ ARABIE SAOUDITE - C'est du Koweït que sont parties les rumeurs de la mort du roi Fahd, provoquant une hausse brutale du cours du brut sur les marchés internationaux, et obligeant les responsables saoudiens à démentir la nouvelle. Depuis l'embolie cérébrale dont il a été victime en 1995, le roi Fahd est d'une santé précaire et a progressivement confié la gestion quotidienne des affaires de l'État au prince héritier, son demi-frère, le prince Abdallah.

♦ KOWEÏT - La lutte pour la reconnaissance des droits politiques aux femmes vient de connaître un nouvel épisode avec le rejet par la Cour constitutionnelle du recours introduit par deux femmes contre le ministère de l'Intérieur qui avait refusé de les inscrire sur les listes électorales. Il s'agit d'un combat de longue haleine qui avait commencé il y a deux ans lorsque l'émir, le cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah, avait promulgué un décret accordant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes. Le gouvernement l'avait approuvé mais en novembre 1999, le Parlement - le Koweït est la seule monarchie du Golfe à disposer d'un Parlement élu - avait rejeté ce décret sous la pression des députés islamistes.

La monarchie contre l'honneur

Diffusée par la littérature réactionnaire des deux derniers siècles, l'idéologie familialiste confond, au mépris de la tradition juridique des nations européennes, les dynasties royales et les structures sociales et mentales de la famille patriarcale. C'est ignorer l'opposition radicale entre la morale politique et l'éthique familiale, entre la raison de l'État et la logique de l'honneur, entre l'aristocratie et la monarchie. Cette opposition se manifeste aussi dans les monarchies d'Orient, comme en témoigne une récente prise de position du roi de Jordanie sur les « crimes d'honneur ».

Ainsi, dans la tradition occidentale, la monarchie serait, en tant que telle, ennemie de l'honneur !

L'affirmation ne manquera pas de surprendre, et risque de scandaliser. Traine dans les mémoires, depuis l'âge scolaire, la référence à Montesquieu désignant l'honneur comme principe du régime monarchique. Et les lecteurs de Bernanos, nombreux parmi nos abonnés, savent la place éminente que ce chrétien royaliste accorde à l'honneur. Mais le mot n'a sans doute pas le même sens dans les *Grands cimetières* et dans *L'Esprit des Lois*, beaucoup plus énigmatique que ne le laissent croire les habitudes ci...

Plus prosaïquement, on observera que le concept d'honneur est pour le moins ambigu puisqu'il figure dans la devise de la marine nationale (*Honneur et Patrie*) et dans celle des SS : « *Mon honneur s'appelle fidélité* ». Ce qui nous rappelle que les vertus morales n'ont de valeur que selon leurs finalités. Les combattants de la *Waffen SS* avaient autant de courage que les marins de la France libre, mais c'est la croix gammée des uns et la croix de Lorraine des autres qui établissent le caractère irréductible de leur antagonisme.

C'est l'évidence même, dirait-on. Ce que nous savons des

troupes d'élites nazies exclut d'emblée toute discussion. Mais pourquoi prenons-nous tant de plaisir aux romans de cape et d'épée et aux westerns qui mettent en scène des personnages tellement attachés au « point d'honneur » qu'ils dégagent en un éclair et sont capables d'y sacrifier leur vie ? Certes, l'idée du juste n'est pas absente dans certains de ces duels, qui reproduisent le rite païen du jugement de Dieu. Mais on s'entre-tuait aussi, sur les prés français ou dans la poussière de l'Ouest, pour une insulte, une question de préséance, une affaire de femme, ou de vieilles histoires de familles.

Nous y voici. Les rivalités entre les familles, dans les sociétés traditionnelles, portent sur des questions d'intérêts, mais c'est l'honneur du nom, la dignité du clan, qui conduit le plus souvent à verser le sang. C'est dans les familles que se pratique la religion sacrificielle, nécessairement sanglante, de l'honneur.

Mais que met-on sous ce mot ? Il n'y a pas de définition précise du mot, ni de « contenu » partout identique. L'honneur, dit Montesquieu, c'est « le préjugé de chaque personne et de chaque condition » : chaque personne qui a de l'honneur définit ses propres critères, se soumet à ses propres valeurs, chaque groupe social (et pas seulement la noblesse) fixe ses

propres normes, ses règles internes auxquelles tout membre de la communauté doit absolument se soumettre. Il y a un honneur aristocratique, mais aussi un honneur ouvrier (bien travailler, faire de la « belle ouvrage »), et des bandits d'honneur. A chacun, et surtout à chaque groupe, selon son code des devoirs, énoncés « depuis toujours » et préservés par un Chef, que ce soit un chef de famille ou un chef de bande.

L'honneur, écrit encore Montesquieu, « étend ou borne nos devoirs à sa fantaisie ». C'est une défense et une mise en représentation du privilège, au sens étymologique de *lex privata*, de la loi privée, de la règle éthique fixée par la tradition immémoriale d'une communauté singulière. Dans les familles aristocratiques, on défend son rang, selon la hiérarchie propre au groupe nobiliaire, dans la hantise de la déchéance, dans l'horreur de la mésalliance, dans le mépris affiché pour ce qu'on peut obtenir par l'argent.

Évoquant le banditisme corse traditionnel, Christian Giudici* observe que « l'honneur mérité valorise les liens du sang, la lignée, aux dépens de l'individu ». Et d'ajouter : « A la collectivité uniforme (pour ne pas dire informelle) des citoyens libres et égaux en droit, s'opposent des groupes dont l'identité se forge à tra-

vers des parentèles. L'écran des familles occulte la citoyenneté ». D'où le rejet de l'autorité républicaine, comme de toute autorité extérieure au groupe. De Montesquieu à Philippe d'Iribarne* et à Michel Prigent*, tous ceux qui se sont intéressés à la logique de l'honneur, que ce soit à l'âge classique ou dans le monde moderne, soulignent qu'elle est contraire à la religion chrétienne (pour autant ostensiblement pratiquée dans les « grandes familles » sous nos climats), à la morale universelle, au droit, à l'État.

L'Église catholique et l'État monarchique ne s'y sont pas trompés comme le prouve

l'interdiction des guerres privées au Moyen Âge et le long combat pour faire respecter l'interdiction du duel. L'éthique de l'honneur est celle de la nature (de l'état de nature, non du droit naturel) en ce sens qu'elle est, en tous temps, celle du sang, du rang fixé selon une mythique origine, du dévouement aveugle à la communauté, du droit de vie et de mort exercé par le chef sur les siens, des liens de parentèles et de clientèles, du défi héroïque jeté à la mort, comme ultime épreuve des rivalités violentes entre pairs.

Tout cela s'inscrit dans un monde d'hommes, supérieurs par nature aux génitrices, mais

naturellement chargés de protéger les mères, les filles, les sœurs qui transmettent le sang de la lignée. D'où l'obsession du lien avec l'origine, de la pureté du sang. La logique de l'honneur fonctionne toujours selon une dialectique du pur et de l'impur, qui résulteraient de différences « de nature » évidemment imaginaires.

On voit donc que l'éthique de l'honneur et la morale politique commune (le judéo-christianisme, le droit de l'État, royal ou non) s'opposent point par point. Contre l'état de nature, le politique. Contre la loi du sang, l'institution qui protège la vie de tous et de chacun. Contre la vengeance sans fin des vendettas, l'autorité judiciaire. Contre les hiérarchies naturellement inégalitaires, l'égalité de chaque être humain devant le Dieu monothéiste, puis devant la Loi fondamentale de l'État laïque. Contre la pulsion héroïque de l'être-pour-la-mort, la discipline militaire et la soumission des armes au droit. Contre l'image du *pater familias* héréditaire, la loi successorale qui fait droit à la femme souveraine, le mariage librement consenti, le libre arbitre des citoyennes et des citoyens.

Ce long conflit a libéré sans détruire. L'État, affranchi des familles aristocratiques, est devenu le protecteur de familles diversement structurées. La relation familiale n'est pas

étrangère aux dynasties royales qui obéissent à une règle juridique, raisonnée, de succession - par primogéniture mais pas nécessairement « de mâle en mâle ».

On croyait que cette relation complexe était propre aux monarchies occidentales. C'est un fâcheux préjugé, qui fait qu'on se représente les sociétés politiques arabo-musulmanes comme « naturellement » machistes. Or une remarquable enquête de Florence Beaugé*, publiée par *Le Monde*, indique que l'opposition entre la raison politique et la logique de l'honneur est à l'œuvre en terre d'islam, tout particulièrement dans la monarchie jordanienne.

En Orient, comme naguère en Occident, le « point d'honneur » conduit au meurtre. En Jordanie comme en tant d'autres pays, la jeune Fille qui « se conduit mal » porte atteinte à la réputation de toute la famille et, selon une coutume pré-islamique, un des hommes, généralement le frère, doit tuer la malheureuse et le faire savoir. « On efface la souillure en effaçant l'objet de la souillure. Peu importe que la femme soit coupable ou non de ce qu'on lui reproche. Peu importe qu'elle soit en réalité une victime. L'essentiel tient à la réparation publique d'une honte publique », écrit Florence Beaugé qui évoque nombre de cas précis, le plus atroce étant celui du père qui venge l'honneur familial en tuant sa fille, enceinte de ses propres œuvres.

Dans les sociétés méditerranéennes, chrétiennes ou musulmanes, ces meurtres sont rarement punis, ou très légèrement. En Jordanie, l'article 340 du code pénal exempte les auteurs masculins de « crimes d'honneur ». La campagne menée dans le pays pour l'abrogation de cet article a suscité un large écho (la pétition a recueilli 15 000 signatures) mais les députés jordaniens ont refusé de réformer le code pénal.

D'où l'intervention de la famille royale. Le prince Ghazi, cousin et conseiller du roi Abdallah II, et le prince Ali, son demi-frère, ont pris la tête d'une manifestation de masse qui s'est déroulée le 14

février 2000 dans les rues de la capitale. On ne pouvait plus clairement signifier que le roi lui-même est favorable à l'abrogation de l'article 340.

Il ne suffit pas, pour nous, de mettre en valeur le rôle modernisateur de la monarchie jordanienne, et il serait démagogique de présenter le jeune roi comme un partisan de la cause des femmes. Cela parce que le débat sur les crimes d'honneur dépasse largement le schéma étriqué du féminisme et du machisme, typique d'une idéologie qui méprise la complexité anthropologique. L'exemple jordanien montre comment l'État légitime, ici monarchique et royal, ailleurs seulement mon-archique, joue un rôle décisif pour la protection des personnes, dans le respect des principes universels (l'interdiction de tuer, de faire justice par soi-même), pour la reconnaissance des individus à l'égard du clan et de son chef, pour l'égalité des hommes et des femmes. Tout affaiblissement du pouvoir politique ruine ces sauvegardes et ces progrès.

B. LA RICHARDAIS

* Voir l'encadré ci-dessous.

Pour en savoir plus :

- ♦ L'article de Florence Beaugé, dans *Le Monde* du 5 avril 2001, p. 15.
- ♦ Nicolas Giudici, *Le Crépuscule des Corses*, Grasset, 1997. Présenté dans *Royaliste* n° 698. A partir du cas de la société corse, un remarquable essai d'anthropologie du monde méditerranéen.
- ♦ Philippe d'Iribarne, *La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales*, Le Seuil, Points Essais, 1993. Un classique, d'une pleine actualité, sur la tradition ouvrière en France, en Hollande et aux États-Unis. Entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 523.
- ♦ Michel Prigent, *Le héros et l'État dans la tragédie de Pierre Corneille*, PUF, 1987. Excellente thèse consacrée au combat, nécessairement tragique, de la raison (juridique) de l'État contre le dés-ordre héroïque.



♦ A la tête des manifestants, le prince Ali et le prince Ghazi.

Au coeur de la nuit la plus noire

Loin de refléter la liberté de la femme désireuse de monnayer les charmes de son anatomie, la prostitution constitue généralement une profonde et douloureuse descente aux enfers.

Quel cliché éculé que celui opposant la femme « honnête » et légitime vouée au rôle de reproductrice au sein du couple à la belle de nuit, professionnelle du sexe tarifié, reine d'un monde de volupté et de fantasmes ! « On veut, relève dans sa préface l'académicien Jean-Marie Rouart, *esthétiser la prostitution, la rendre romanesque, pour éviter de se poser des questions à son sujet, éviter de la regarder en face, ce qui obligerait à constater qu'elle est atroce, sordide, tragique* ». Et reconnaître qu'elle est assouvissement, humiliation, esclavage. Est-ce si exaltant de n'« être que l'égout où se déverse la misère sexuelle d'une société » ?

A l'aube du troisième millénaire, la traite et le trafic des êtres humains n'ont de cesse de s'internationaliser. Ginka, Bulgare de dix-neuf ans, avait cru fuir la misère de son pays avec un jeune Albanais dont elle s'était éprise. « Il avait été si gentil, si attentionné, il lui avait même payé le voyage ». Comme tant d'autres filles de l'Est qui ont

cru au rêve, elle tapina sur un bout de trottoir du XIX^e arrondissement à Paris. Dans l'attente d'une autre vie. On a retrouvé son corps lardé de coups de couteau.

Réseau mondial de communication, l'internet est également utilisé par des esprits pervers pour la vente et l'achat de femmes et d'enfants. « Des agences proposent en vente par correspondance des catalogues de « femmes à épouser » dont certaines n'ont pas plus de treize ans. Des annonces pour des circuits touristiques à caractère sexuel y sont publiées ».

Et comble de cynisme, si les proxénètes s'intéressent à des filles de plus en plus jeunes, c'est qu'ils sont soucieux de « rentabiliser leur investissement » !

Drogue et prostitution sont souvent liées. Tantôt, c'est la drogue qui mène à la prostitution, tantôt c'est l'inverse. « Du Bangladesh vers le Pakistan, de la Birmanie vers la Thaïlande, des Philippines vers l'est de la Malaisie », vendues ou enlevées de force à leurs familles, elles sont chaque année des milliers de filles à se retrouver, isolées, dans un pays dont elles ne connaissent pas la langue. Pour chacune de ces très jeunes femmes, le destin est tracé : « soit le bordel, soit le riche particulier dont elle sera l'esclave sexuelle et domestique ». La place mineure réservée aux femmes dans cer-

tains pays asiatiques s'ajoute aux déplorables conditions économiques. « L'industrie du sexe, constate Durga Ghimire, propose une richesse à laquelle il est difficile de résister ».

Retracer l'historique du marché du sexe, c'est remonter à la nuit des temps. Les peintures murales de Pompéi nous montrent les maisons de débauche de l'Antiquité romaine.

Père du recueil des lois qui porte son nom, Alaric II, roi des Wisigoths, entend lutter contre le commerce des corps : « femmes de petite vertu » et proxénètes sont punis par le fouet. Plus tard, les prostituées seront traitées comme des criminelles et, en cas de récidives, pourront être vendues au marché des esclaves. On vit même, en 1510, le pape Jules II ordonner la construction d'un lupanar réservé aux seuls chrétiens !

Plus près de nous, évoquant les années 1900, Alain Corbin écrit : « Le bordel est alors tout à la fois un lieu d'initiation pour les adolescents, de consommation sexuelle pour tous ceux qui souffrent de disette en ce domaine, de compensation pour les maris qui rêvent d'une vie sexuelle extra-conjugale ». Mais, pour ses « pensionnaires », haut-lieu de l'érotisme, il est tout à la fois prison, usine et caserne.

Nos voisins allemands ne sont pas en reste : « Qu'est-

ce qu'un « eros center », sinon une maison close mise au goût d'une affligeante modernité ? Il faut n'y voir qu'un hyper-marché du sexe où « piégée, exploitée, parquée », la femme, telle une marchandise, est exposée dans une foire de chair humaine, objet de toutes les convoitises.

Ici ou ailleurs, la prostitution reste un problème majeur. Il faut bien reconnaître que la prostituée, quant à elle, n'est pas une femme libre : « la violence, l'argent, la drogue et ses propres blocages psychologiques construisent sa vie ». Elle est prisonnière de la force, de la ruse, de la peur.

Face à ce fléau, trois régimes juridiques bien différents prédominent : prohibitionnistes (prostituées et proxénètes mais aussi clients sont passibles de poursuites. C'est l'attitude adoptée par la Suède depuis le 1^{er} janvier 1999), réglementarisme (la prostitution est ici considérée comme un « service public » soumis à certaines règles. C'est le cas de l'Allemagne), abolitionnisme. Les uns et les autres ont leurs défenseurs, leurs contradicteurs.

Ainsi que le notent, en guise de conclusion, les auteurs de cette remarquable étude : « Le XX^e siècle s'est achevé sur des guerres, des génocides, des purifications ethniques, des inégalités et des trafics sexuels. Éradiquer l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, n'est-ce pas une utopie ? ». Sous nos cieux, voici quelques décennies à peine, l'abolition de la torture, de l'esclavage et de la peine de mort ne relevait-elle pas aussi du domaine de l'utopie ?

Michel TACK

Élisabeth Coquart et Philippe Huet - « Le Livre noir de la prostitution » - Ed. Albin Michel, Paris, 2000, 304 pages - prix franco : 99 F.

✉ Rappel : Sur le sujet il faut lire l'incontournable « L'âge d'or de la prostitution de 1870 à nos jours » de Jacques Solé qu'il nous avait présenté au cours d'un entretien paru dans *Royaliste* n° 616. Paru initialement chez Plon (prix franco 179 F) il est également disponible en édition de poche, collection Pluriel (prix franco 79 F).

La flamme de Pascal

C hateaubriand a parlé d'effrayant génie, et il est impossible de le contredire. La supériorité de Pascal jeune était déjà incontestable pour ses contemporains et les plus grands scientifiques, tel Fermat, l'ont salué, éblouis. Mais le fait que ce génie précurseur, inventeur du calcul des probabilités et ancêtre de l'informatique, ait été également un grand spirituel qui a marqué l'histoire de la philosophie et de la théologie, ajoute à la perplexité et à l'admiration. Voltaire et les Lumières françaises sont du côté des perplexes car la dimension mystique est tellement inconcevable à l'auteur de *Candide* qu'il lui faut imaginer une vraie folie terminale de l'auteur des *Pensées*. Mais ce dernier était trop persuadé de l'abîme qui séparait l'ordre de l'esprit et ses inestimables grandeurs, de l'ordre de la charité, pour ne pas lui avoir pardonné par avance sa cécité. La flamme pascalienne échappe d'autant plus au rationalisme qu'elle accorde tout aux exigences de la raison et souligne son impuissance lorsqu'il s'agit de cerner ce qui se décide au plus profond du coeur humain : « Père juste, a transcrit Pascal en son *Mémorial*, le monde ne t'a point connu, mais je t'ai connu. »

Qu'on le veuille ou non, si la notion d'histoire nationale ou même d'identité nationale a un sens, Pascal en est partie prenante, et il faut plaindre un enseignement scolaire qui ne lui ferait pas sa place en refusant d'initier à l'étonnante épopée de Port-Royal. Mais Port-Royal lui-même, comme la famille Pascal, ne se comprend qu'à la lumière du XVII^e siècle français tout entier. C'est pourquoi il faut absolument lire la biographie passionnante que vient de publier André Le Gall, parce qu'elle donne le sentiment d'assister, aux premières places, aux événements qui décident du destin français, surtout à l'aube du règne de Louis Le Grand, quand la fragilité de l'État et la lutte des fœdaux rendent bien improbable la puissance qui rayonnera à Versailles. Avec Étienne Pascal, le père de Blaise, c'est un regard légitimiste qui nous permet de comprendre ce qui se trame avec Richelieu. Pourtant, il est d'abord dans l'opposition au cardinal, victime d'opérations financières défavorables. Le voici même « en cavale », pour avoir manifesté avec les rentiers furieux d'avoir été dépossédés par l'État. Mais c'est ce même État, et par la grâce du cardinal, qui pourvoira à la carrière du « président Pascal », envoyé en Normandie pour assurer les ressources financières d'un pays qui veut faire valoir son rôle en Europe. Étienne « acquerra une réputation ambiguë : celle d'avoir bien servi le cardinal en faisant preuve, selon certains écrits normands, d'un zèle fiscal confinant à l'excès ; celle aussi d'une intransigeante probité dans l'exécution de sa mission ». Mais n'est-ce pas ainsi que se fonde la stabilité de la puissance publique ?

Nous comprenons que Blaise, le fils, vivra sa brève et fulgurante carrière à proximité des centres de décision, au sein de la plus haute société dont il éprouvera les prestiges et les futilités. Reçu à la Cour, il mènera lui-même un train de vie appréciable, conduisant ses affaires comme un bourgeois avisé. Mais, il est bien plus que cela ! Ses travaux

scientifiques requièrent une tension exceptionnelle, qui compromettra une santé déjà fragile. Mais, on n'appartient pas impunément à la famille Pascal. Jacqueline, sa plus jeune soeur, est aussi marquée dès l'origine par une singulière vocation, qui ne pourra s'épanouir qu'à Port-Royal. Et Blaise sera irrésistiblement attiré par cette étonnante aventure où tout se trouve mis en cause, le devenir du christianisme, les convictions de sa famille, l'inquiétude de l'État nullement indifférent au trouble profond de l'opinion spirituelle, et plus encore son propre salut !

L'intervention du scientifique sur le terrain théologique n'était pas programmée. Certes, il est profondément chrétien - sa « conversion » en la nuit du 23 novembre 1654 est au-delà de la foi qui a toujours été sienne. Toutefois, une double conjoncture explique un engagement intellectuel qui mobilisera plus encore ses énergies que ses travaux scientifiques les plus éprouvants. Il y a la querelle du jansénisme à laquelle il va être mêlé, sans avoir été préparé à une controverse très technique à propos de la grâce. Mais il appartient au parti de Saint-Cyran et de la mère Angélique. Sa soeur a donc pris l'habit des religieuses de Port-Royal, un Port-Royal qui est en danger, sous la menace de Rome et du Roi, sous les coups des fils de saint Ignace.

par Gérard Leclerc



Avec sa fougue, il va s'engager, défendant son parti avec les armes redoutables de son ironie. Le talent d'André Le Gall fait merveille pour mettre en scène « le vengeur masqué », l'anonyme qui se cache en l'auberge du Roi David pour écrire ses terribles *Provinciales*, chef-d'oeuvre de la littérature polémique. Avec un tel adversaire, ces messieurs de la Compagnie de Jésus sont ridiculisés. Et leur casuistique ne se relèvera à vrai dire jamais des terribles charges de qui a mis la probité et la vérité de son côté. Et pourtant, le vengeur n'est pas invulnérable. La mère Angélique ne donnera jamais son approbation à des libelles où elle discerne plus d'agressivité que de pitié.

C'est que le vrai Pascal religieux n'est pas dans les *Provinciales*. Il se cherchera dans une *Apologie du christianisme* dont il ne laissera que des lambeaux... où il y a tout son génie. Sa vocation n'est pas tant d'échanger des arguments sur la morale et contre le molinisme. C'est la foi elle-même, qui est menacée en l'âge scientifique auquel lui-même appartient. La pensée change de paradigme comme l'univers entier qui n'est plus ordonné autour de la planète. Et pour rassembler les armes aptes à défendre et à illustrer le christianisme dans les temps nouveaux il doit puiser au fond de lui-même, dans un combat qui l'épuise. Non, il n'est pas devenu fou, comme le croira Voltaire, même si un étrange déséquilibre physique et moral lui fait craindre ce vide dont il a établi l'existence. C'est George Steiner qui dans son dernier livre (1) désigne la nature vraie du vertige en évoquant « cet esseulement dans le terrier du moi », dont a parlé Kafka et qui « peut être physique, psychologique et social ». Il y a là-dessous une lutte avec l'ange « une intimité à nulle autre pareille, un Éros polémique, qui déborde plus qu'aucun autre de risques psychiques et d'exultation ».

Le génie pascalien trouve dans sa quête spirituelle le seul défi digne de lui, et qui dépasse ce qu'il y a de démesuré dans la cause janséniste, dont il semble, selon l'avis éclairé d'André Le Gall, que l'auteur des *Pensées*, sans jamais la renier, s'émancipe des outrances. Pascal est trop inflexible pour consentir quoi que soit au laxisme. Son inflexibilité est aussi trop lucide pour laisser échapper le véritable objet de la querelle qui concerne la crédibilité de la foi dans les tourments qui s'annoncent.

André Le Gall - « Pascal » - Flammarion - prix franco : 162 F.
(1) Georges Steiner - « Grammaires de la création » - Gallimard - prix franco : 135 F.

Urgent :
Participez à notre souscription du 30^e anniversaire !

Voir page 11

Récits « noirs »

Le roman noir « *hard-boiled* » est entré dans la légende. De tous les genres issus de la fiction policière il demeure celui s'étant le plus rapproché de la littérature générale par sa forme narrative et la perspicacité de ses études de caractère.

Rassemblée et commentée par Peter Haining, cette anthologie réunit vingt nouvelles caractéristiques du genre : couvrant une période d'environ soixante ans de création « *hard-boiled* ». Certaines n'avaient pas été rééditées depuis très longtemps.

L'amateur comme le lecteur novice, y retrouvera tous les thèmes chers au genre : le privé dur-à-cuire, le flic coriace et blasé, le gangster endurci et cynique ainsi qu'une belle brochette de personnages cupides, immoraux et corrompus. C'est à une vision cauchemardesque de la société américaine que nous convie cette anthologie. Une société rongée par la violence, la soif de l'argent et affrontant ses démons. Le détective ou le flic apparaissent alors comme les chevaliers gris ; dernier rempart de la loi et de la moralité dans un monde chaotique régi par les puissances du mal. Provisoirement ils rétablissent l'équilibre des choses, mais on perçoit bien que leur combat n'est en réalité qu'un éternel recommencement.

Par son réalisme, sa pertinence le roman noir trace le portrait d'une société et délivre une vision du monde. Un monde où les crapules en tout genre trouvent à donner pleine liberté d'action à leur perversité.

Bruno DIAZ

Peter Haining - « *Pulp frictions* » - Librairie des Champs-Élysées - prix franco : 50 F.

Les patriotes

« *Celui qui ne se rend pas est mon homme quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti* ». Cette citation de Charles Péguy illustre à merveille la nouvelle saga que Max Gallo propose aujourd'hui à ses innombrables lecteurs.

Nous sommes en 1936, l'Europe va basculer dans l'horreur. Des régimes de fer, de feu et de sang triomphent aux frontières de la France qui ne voit pas ou refuse de voir les terribles dangers dont ils sont porteurs. Le pays s'étourdit, profite des premiers congés payés alors que valent les gouvernements. Rares sont ceux qui restent lucides devant la montée des périls.

Bertrand Renaud de Thorenc est de ceux-là, personnage central des « *Patriotes* », cette belle histoire romancée de la Résistance française où la fiction rejoint la réalité dans ce qu'elle a de plus conforme avec la vérité historique. Le personnage est bien choisi ; grand reporter à *Paris-Soir* il est idéalement placé pour voir et entendre. Ses entretiens avec les grands de ce monde ne lui laissent aucune illusion sur le cynisme d'Hitler qu'il vient d'interviewer ou les rêveries impérialistes de Mussolini. Il reçoit des confidences, fréquente salons et ambassades et cet observateur de métier, grand séducteur, reconnaît les faiblesses congénitales des démocraties parlementaires face aux totalitarismes. Il sait que la France ne veut mourir ni pour Dantzig ni pour la Tchécoslovaquie, il pressent la tragédie à venir, et lorsque l'inéluctable arrive, il ne s'étonne pas que « *L'ombre et la nuit* » (titre du premier volume) s'abattent

sur la France. Il sait aussi qu'à la nuit succède le jour : le long combat pour la liberté commence, « *La flamme ne s'éteindra pas* » (titre du deuxième volume).

Pourtant la situation semble désespérée alors que la collaboration devient la politique officielle du régime. Il y a les convaincus de l'Europe nouvelle, ceux qui savourent la défaite d'une république détestée, ceux qui se vautrent dans la servitude, les « *réalistes* » et les naïfs de bonne foi qui voient dans le Maréchal le véritable rempart contre l'Allemand et, bien entendu, toute une faune interlope de traîtres et profiteurs.

Peu nombreux sont ceux qui se dressent immédiatement. Max Gallo rappelle que certains royalistes furent parmi les premiers. Il fallait avoir la foi chevillée au corps pour croire en la victoire finale. Qui alors connaît de Gaulle, seul ou presque exilé à Londres ? C'est la tragédie de Mers El-Kébir où l'on voit la marine anglaise détruire la flotte française désarmée, 1300 marins tués ; c'est la tragédie de Dakar où l'on voit les troupes gaullistes échouer devant celles de Vichy et la radio et la presse anglaise de se déchaîner contre le chef de la France Libre. Se rallier à cette ombre qu'accablent nos alliés de fait et ridiculise la propagande collaborationniste ? Il faut avoir perdu la raison expliquent les « *réalistes* ».

Or voilà que quelques tracts sont distribués, quelques inscriptions fleurissent sur les murs, quelques câbles téléphoniques sont coupés ; premières arrestations, premières exécutions. Ce sera enfin la grande manifestation étudiante de l'Étoile du 11 novembre 40, l'étincelle qui mettra le feu au flambeau de la Résistance.

C'est alors la sublime aventure de Thorenc et de ses amis, le commandant Villars, sa fille la belle Geneviève, l'accommodante Isabelle Reclaire et de tant d'autres. C'est l'angoisse des jours, les retrouvailles furtives ; les clandestins ont tout à apprendre, se méfier de tout et de tous, improviser, nouer des contacts, avec qui ? Ami ou ennemi ? La lutte entre eux et la Gestapo associée à trop de Français ignobles sera terrible, il faudra payer fort la liberté, au « *prix de sang* » (titre du 3^e volume), de la douleur et trop souvent de la mort. L'ambiance de cette époque est admirablement rendue par l'auteur dont l'agrégation d'histoire n'a pas desséché l'imagination qui ne le fait jamais dévier du réel.

Des histoires sur la Résistance il en existe de nombreuses, partielles, partiales, parfois douteuses. Peut-on alors poser la question qui ne se veut pas sacrilège : cette splendide et émouvante fiction ne serait-elle pas en définitive une véritable synthèse de la Résistance française dégagée de ses passions partisans ?

Michel FONTAURELLE

Max Gallo - « *Les Patriotes* », Fayard, 4 volumes dont 3 parus, prix franco de chaque volume : 135 F.

La NAR a trente ans... et toujours aussi peu d'argent !

Lancée il y a un mois, notre souscription a déjà atteint 40 % de l'objectif que nous avions fixé. Cela est encourageant mais ne doit surtout pas nous démobiliser car ce résultat a été obtenu essentiellement grâce à la générosité de deux de nos amis (merci Monsieur "pour la moquette" et Monsieur L.D.B !) et il faudra encore beaucoup de contributions plus modestes pour que nous arrivions aux 60 000 F qui nous sont nécessaires. Je renouvelle donc mon appel pressant et demande à tous ceux qui tiennent à l'existence de *Royaliste* de participer le plus généreusement possible à l'effort collectif.

Yvan AUMONT

2e liste de souscripteurs

Pour la moquette ! 5000 F - Jean-François Asselin 300 F - Raoul Audebert 400 F - Françoise Baudin 300 F - Gérard Bellebeau 300 F - L.D.B. (Gironde) 5000 F - P.-Y.B. (Hauts de Seine) 1000 F - Jean-Michel Dejenne 100 F - Marc Desaubiaux 1000 F - Jacques Dorémieux 100 F - Bertrand Dumas-de Mascarel 400 F - Jean d'Escienne 150 F - Yves Floucat 200 F - Yves Gillet 150 F - Gilbert Girieu 200 F - Pierre Goubert 500 F - Pierre Jallut 150 F - Jacques Lancement 100 F - Jacques Lellaive 500 F - Marie-Thérèse et Jean-François Lespes 200 F - Christian Mory 300 F - Christine Orsini 300 F - Angèle de Radkowski 100 F - Georgette Sandahl 100 F - J.T. (Paris) 300 F.

Total de cette liste : 17 150 F

Total précédent : 7 485 F

Total général : 24 635 F

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1999 (sauf 1979).

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

MERCREDIS DE LA NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

Mercredi 2 mai : Vingt après la première élection de François Mitterrand, que restait-il du socialisme français ? Peut-on encore dire qu'il y a une différence entre la droite classique et la gauche « plurielle » ? Une opposition entre la gestion gouvernementale et le néo-libéralisme ? Pour répondre à ces questions, nous avons invité les auteurs d'un ouvrage récemment publié : Denis COLLIN, enseignant et philosophe, et Jacques COTTA, journaliste et réalisateur d'enquêtes télévisées, dénoncent pour leur part « *L'illusion plurielle* » d'une gauche qui n'est plus à gauche à la suite d'un lent processus de décomposition qu'il faut examiner de près.

Mercredi 9 mai : Écrivain, historien, Claude LLABRES est un homme qu'on a voulu bâillonner. Et son premier éditeur a été contraint, à la suite de très précises menaces, à l'autocensure. Raison de plus

pour écouter ce que cet auteur veut dire sur « *La Dépêche du Midi* et René Bousquet », c'est-à-dire sur la collaboration d'une certaine presse de gauche avec l'occupant nazi, et sur les compromissions d'une grande famille radicale avec le chef de la police de Vichy. Les recherches et les révélations de Claude Llabres obligent à reconsidérer l'histoire politique du radicalisme et du socialisme avant et pendant la seconde guerre mondiale. Vaste programme !

Mercredi 16 mai : Ancien commissaire général du Plan, chassé par Lionel Jospin pour avoir publié de déplaisantes vérités sur le chômage, Henri GUAINO a été récemment candidat aux élections municipales à Paris. Classé à droite, mais se situant précisément dans l'authentique tradition gaullienne, notre invité est très représentatif d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes qui veulent agir selon leurs convictions, et qui se trouvent rejetés ou marginalisés par les grands appareils partisans. D'où la question posée à Henri Guaino : **Comment reformuler aujourd'hui la question politique ?** Elle ouvrira sur un débat auquel les militants des clubs et des groupes républicains et démocratiques sont amicalement conviés.

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (50 F pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous intéresse, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La juste révolte

Lionel Jospin est un homme intelligent. Il sait qu'il ne doit surtout pas répéter l'erreur commise lors des réductions d'effectifs chez Michelin, en avouant honnêtement son impuissance face aux fermetures d'usines et aux licenciements massifs. Quelle faute de communication ! Quelle éclaboussure, tout à coup, sur son image ! L'aveu, maintenant, deviendrait une faute d'autant plus grave que le Premier ministre baisse dans les sondages. C'est juré ! Au gouvernement et dans la majorité, les partisans du « réalisme » n'admettront plus, en public, la logique irrésistible du capitalisme déchaîné ; les adeptes de la « transparence » s'en tiendront des discours réprobateurs, tout en songeant au meilleur moyen de se mettre à couvert pour expédier au plus vite et au moindre prix les dossiers qui empoisonnent leur existence.

Tel est bien le procédé utilisé dans les affaires Danone et Marks & Spencer, et qui servira de test pour les licenciements à venir chez Philips, Ericsson, Alcatel et autres sociétés victimes de la méthode du dégraissage mondialisé. Ainsi, dans son allocution du 17 avril, le Premier ministre a fixé, avec la fermeté qu'on lui connaît, trois directives qui devraient se traduire par le renchérissement du coût des plans sociaux, le renforcement des obligations de reclassement et un effort de réindustrialisation des sites abandonnés.

Hélas ! Il n'a pas fallu plus de trois jours pour qu'on apprenne que les services du ministre des Affaires sociales préparaient une

application minimale des mesures solennellement annoncées par le Premier ministre. Bien entendu, il est possible qu'Élisabeth Guigou, surprenant son monde, présente d'inflexibles amendements au projet de loi de modernisation sociale. Mais le pitoyable destin de la loi sur les « nouvelles régulations économiques » autorise le soupçon d'un simple « habillage », par le gouvernement, de désastres consentis. Il est probable que ce consentement n'est ni intellec-



tuel ni moral, et que Lionel Jospin préférerait des salariés heureux. Mais on ne juge pas un gouvernement sur ses états d'âme. Ce sont les décisions qui nous importent, et nous savons que les mesures salvatrices ne seront pas prises, ou resteront sans effets. Pourquoi ?

Parce que la concurrence économique est une guerre totale, une vraie guerre qui provoque blessures et délabrements physiques, destructions psychiques et suicides. Or l'un des plus puissants gouvernements du monde a choisi de gérer l'infirmerie sociale et de prononcer des oraisons funèbres, dans l'oubli de son devoir de résistance à la

violence et de protection des êtres humains.

Parce que ce gouvernement, dans l'un des pays les plus riches du monde, place d'innombrables salariés, ouvriers, employés, cadres, devant un choix misérable : être un pauvre chômeur, ou un travailleur pauvre.

Parce que les patrons de l'infirmerie gouvernementale croient avoir rempli tous leurs devoirs sociaux lorsqu'ils ont réussi à recycler des éclopés du marché mondialisé et à trouver des places de mouloir pour les travailleurs hors d'usage.

Agissant ainsi, avec une bonne conscience que renforce un secret mépris pour « les gens », les brancardiers-chefs se font les agents d'un système économique qui fonctionne sur l'exclusion et qui traite les travailleurs comme des déchets plus ou moins recyclables.

Agissant ainsi, des hiérarques qui ne jurent que par la « proximité » et le « terrain » ignorent résolument ce qui disent toutes les victimes de l'ultra-libéralisme, ouvriers et paysans, fonctionnaires et cadres du secteur privé, chacun disant à sa manière l'éminente dignité du travail. Outre l'indispensable salaire qu'on reçoit, ce qui importe dans le travail, c'est moins l'objet travaillé que les relations nouées dans le travail avec les copines et les copains, les camarades, les collègues, les rivaux, les maîtres et les contre-maîtres. Voilà pourquoi des chômeurs bien indemnisés tombent malades, voilà pourquoi le reclassement dans une autre usine ou une autre région est vécu comme un exil. Voilà pourquoi des paysans pleurent devant leurs champs ravagés et les troupeaux massacrés.

Supprimer du travail, c'est toujours détruire le premier moyen de la relation entre les adultes. Tel est l'acte, intolérable, qui justifie la révolte.

Bertrand RENOUVIN